



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

FEVRIER 2020

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	05
Séance du mardi, mercredi et lundi 18, 19 et 24 février 2020	06

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MARDI, MERCREDI ET LUNDI 18, 19 ET 24 FEVRIER 2020

N° 20-01-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 25 ET 26 NOVEMBRE 2019 06

N° 20-02-1 – PORTANT DÉNOMINATION DU LYCÉE CENTRE SUD DE DUCOS: LYCÉE « PAULETIE NARDAL » 08

N° 20-03-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION QUINQUENNALE DE POLE ASSOCIÉ DOCUMENTAIRE 2020-2024 ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) 10

N° 20-04-1 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N°18-38-1 DU 9 FÉVRIER 2018 PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE) 12

N° 20-05-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION AVEC L'ENTREPRISE BCMB ALBA DANS LE CADRE DE SON PROJET DE CRÉATION ET COMMERCIALISATION D'UN WHISKY PREMIUM VIEILLI DANS DES FUTS DE RHUM EN MARTINIQUE 27

N° 20-07-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA CRÉATION D'UNE PRIME DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ RELATIF À LA CRÉATION D'UNE PRIME DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE 29

N° 20-09-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDITIONNÉLITÉ DES AIDES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE 31

N° 20-11-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 09 DÉCEMBRE 2019 AU 22 JANVIER 2020 33

N° 20-12-1 – PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDES AUX ENTREPRISES DANS LE SECTEUR NUMÉRIQUE 35

N° 20-13-1 – PORTANT ATTRIBUTIONS D'AIDES EXCEPTIONNELLES À DIVERS COMMERÇANTS DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE 65

N° 20-14-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE, POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS ÉCONOMIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2019 68

N° 20-14-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE, POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS SUR LA STRUCTURATION DE FILIÈRES AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 70

N° 20-15-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR LE REMPLACEMENT DE MACHINES À GLACE SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU FRANÇOIS 72

N° 20-19-1 – PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CONCERNANT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT G DU LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE« LA JETÉE» DE LA VILLE DU FRANÇOIS - ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-72-1 74

N° 20-20-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ AXXIS LOCATION TP RELATIVE À DES PRESTATIONS DE LOCATION DE MATÉRIEL DE RÉCEPTION LORS DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) 77

N° 20-21-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE E-COMPAGNIE DANS LE CADRE DES PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE DÉCHETS D'ACTIVITÉ DE SOINS À RISQUES INFECTIEUX (DASRI) 79

N° 20-22-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE DANS LE CADRE DU MARCHÉ 2019 – ASDAPS0015 RELATIF À LA FORMATION DES ASSISTANTS MATERNELS AGRÉÉS PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 81

N° 20-28-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MOUV' K BAND POUR L'ORGANISATION DE LA 3^{ÈME} ÉDITION DES CHAMPIONNATS DU MONDE DE FISAF ET DE HIP HOP UNITE ET DE LA 6^{ÈME} ÉDITION DE LA CARAÏBE FIT AND DANCE CONVENTION EN 2020 83

N° 20-29-1 – PORTANT ANNULATION DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE À L'ASSOCIATION CARAÏBE SURF PROJECT POUR L'ORGANISATION DE LA 5^{ÈME} ÉDITION DU MARTINIQUE SURF PRO (2019) 85

N° 20-30-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ DES COURSES DE LA MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 5^{ÈME} ÉDITION DU « GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA CTM » ÉDITION 2020 87

N° 20-31-1 – PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (O.A.E.D) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX POUR L'EXERCICE 2020 89

N° 20-32-1 – PORTANT FIXATION DU NOUVEAU TARIF DE RÉFÉRENCE DE L'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE (APA) APPLICABLE AUX SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (SAAD) 92

N° 20-35-1 – PORTANT ADOPTION DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION (PTI) 2020-2021 DE MARTINIQUE 94

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2020

N° 20-36-1 – PORTANT PROLONGATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'INSERTION DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

96

N° 20-40-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES-D'ARLET POUR L'OUVERTURE D'UNE MAISON DE SERVICE AU PUBLIC – MSAP - EXERCICE 2019

98

N° 20-41-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

100

N° 20-44-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (FJT) « LA RUCHE » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

102

N° 20-45-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFAE) POUR SON SERVICE D'ANIMATION ET D'INSERTION AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

104

N° 20-52-1 – PORTANT CONVENTION D'ÉCHANGES ET DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC EN FAVEUR DE LA RECONSTITUTION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ EN CORSE (GIRTEC), POUR LA MISE EN PLACE DU GIP MARTINIQUE TITREMENT (GMT)

106

N° 20-58-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL RIVIÈRE LÉZARDE POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 11,17 HA (RAMENES À 5,67 HA) ET TRAVAUX D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES EN 2019 - AAP N°4 CANNE/BANANE - RMAR040118DA0970174

108

N° 20-59-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'EARL EXPLOITATION AGRICOLE RIVIÈRE LA MANCHE POUR LA MODERNISATION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE RIVIÈRE LA MANCHE - PROJET CANNE BANANE 2018-2019 - AAP N°4 CANNE/BANANE - RMAR040118DA0970175

111

N° 20-60-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL PAQUEMAR POUR DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE ET D'ENROCHEMENT EN PRÉVENTION D'INONDATION, D'ÉROSION ET D'ÉBOULEMENT LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES ET ÉVÈNEMENTS CATASTROPHIQUES - RMAR050119DA0970002

114

N° 20-61-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS BAMARYL POUR DES TRAVAUX D'ENROCHEMENT DES BERGES LIÉS À LA PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION, D'ÉROSION, D'ÉBOULEMENT EN 2019 - PARTIE 1 - RMAR050119DA0970001

117

N° 20-63-1 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N°19-327-1 DU 19 JUILLET 2019 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 – « EARL MIELLERIE MANIBA – CRÉATION DE GITES RURAUX ET GITES D'EXPOSITION RMAR060418CT0970020 »

120

N° 20-64-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS LEADER ENR POUR L'OPÉRATION « PROGRAMME AUTOCONSOMMATION LEADER ENR – N° MQ0014096 »

123

N° 20-67-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS LES HÉRITIERS H. CLÉMENT POUR LA COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2019 - MQ0021899 »

126

N° 20-68-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « COMMUNE DE SAINTE-LUCE POUR LES TRAVAUX DE MODERNISATION DU STADE MUNICIPAL DE SAINTE LUCE - MQ0025227 »

128

N° 20-73-1 – MOTION SUR L'AFFAIRE DOLOR BANIDOL

131

N° 20-75-1 – MOTION POUR LE MAINTIEN DE LA DIFFUSION DE ZOUK TV SUR LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE (TNT)

133



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-01-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-01-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 25 ET 26 NOVEMBRE 2019

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 25 et 26 novembre 2019, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-02-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-02-1

PORTANT DÉNOMINATION DU LYCÉE CENTRE SUD DE DUCOS : LYCÉE "PAULETTE NARDAL"

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article L.421-24 précisant les modalités d'attribution des noms des établissements d'enseignement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la décision du conseil d'administration du lycée Centre Sud de Ducos en date du 13 décembre 2018 ;

Vu la décision du conseil municipal de la Ville de Ducos, commune d'implantation du lycée, lors de sa séance du 11 avril 2019 ;

Vu l'accord de la famille de Madame Paulette NARDAL, exprimé dans sa correspondance du 28 octobre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, Conseillère exécutive en charge de l'Éducation, des Collèges et des Lycées ;

Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 13 février 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 17 février 2020;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la dénomination du lycée Centre Sud de Ducos : Lycée « Paulette NARDAL ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-03-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-03-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION QUINQUENNALE DE POLE ASSOCIÉ DOCUMENTAIRE 2020-2024 ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;

Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 10 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention quinquennale de pôle associé documentaire 2020-2024 entre la Bibliothèque Nationale de France (BNF) et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-04-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-04-1

PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N°18-38-1 DU 9 FÉVRIER 2018 PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE)

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-38-1 du 9 février 2018 portant adoption du dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 13 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-38-1 du 9 février 2018 est annulée.

ARTICLE 2 : Est adopté le dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les conventions types (de collaborations et de partenariats) relatives au dispositif CIFRE ainsi que tous les actes y afférents et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REGLEMENT D'INTERVENTION TERRITORIAL AU TITRE DU DISPOSITIF DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE

CONTENU OPERATIONNEL

DESCRIPTIF

Le dispositif CIFRE permet à l'entreprise de bénéficier d'une aide financière pour recruter un jeune doctorant dont les travaux de recherche, encadrés par un laboratoire public de recherche, conduiront à la soutenance d'une thèse.

Le CIFRE associe trois partenaires :

- Une entreprise, qui confie à un doctorant un travail de recherche
Objet de sa thèse :
- Un laboratoire, extérieur à l'entreprise, qui assure l'encadrement scientifique du doctorant ;
- Un doctorant, titulaire d'un diplôme conférant le grade de master.

L'entreprise recrute en C.D.I. ou C.D.D. de 3 ans un jeune diplômé de grade master, avec un salaire brut minimum annuel de 23 484 euros (1 957 euros/mois), et lui confie un projet de recherche objet de sa thèse.

Elle reçoit pendant 3 ans de l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (A.N.R.T), au nom de l'Etat, une subvention annuelle de 14 000 euros.

Un contrat de collaboration est établi entre l'entreprise et le laboratoire spécifiant les conditions de déroulement des recherches et les clauses de propriété des résultats obtenus par le doctorant.

Les travaux du doctorant sont éligibles au crédit d'impôt recherche (CIR) selon les mêmes critères que pour tout chercheur travaillant dans une entreprise.

Le dispositif CIFRE est garant d'un bon déroulement de la thèse dans de bonnes conditions financières pour le doctorant (plus de 90 % des doctorants, toutes disciplines confondues, soutiennent leur thèse).

Le dispositif CIFRE a pour objectif de favoriser la mise en œuvre de projets de recherche s'appuyant sur la diversité institutionnelle et thématique du potentiel régional.

Sa vocation est de :

- Favoriser le rapprochement des laboratoires de recherche avec le monde économique et de la santé régional ainsi que le transfert des résultats vers les secteurs utilisateurs ;
- Promouvoir des projets innovant ayant des retombées significatives en termes d'emploi ;
- Soutenir le développement de projets de recherche des entreprises au sens de la définition communautaire, et promouvoir l'acquisition et le transfert de la connaissance de la recherche académique vers l'entreprise pour accélérer l'émergence de nouvelles applications, produits ou services, d'accompagner au mieux les projets des laboratoires en adéquation avec les besoins des entreprises et des territoires.

Ce dispositif tend aussi à améliorer les conditions de formation des doctorants et à favoriser l'emploi scientifique des jeunes chercheurs par le biais d'un système d'allocations de recherche attractif d'une durée maximale de 36 mois fondé sur un financement par la CTM et d'une bourse CIFRE.

Destiné à ouvrir de nouveaux espaces de créativité, il devrait, concerner des projets novateurs, fondés sur des projets susceptibles d'ouvrir de nouvelles voies de recherche.

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF

La démarche comportera 2 volets :

1/L'appel à projets :

Il recensera les petites et moyennes entreprises candidates et leurs besoins dans le but de soutenir le développement économique du territoire en renforçant la contribution des acteurs à ce développement.

A travers ce nouveau dispositif dédié, la CTM souhaite désormais privilégier le soutien à des projets de recherche académique, portés par des laboratoires de recherche et ayant un fort potentiel de développement socio-économique.

Cet appel à projets permettra d'identifier les projets en émergence et susceptibles de générer des innovations. La CTM cherche ainsi à accroître le rayonnement scientifique des laboratoires et leur attractivité pour les chercheurs et enseignants-chercheurs mais aussi, plus globalement, l'attractivité du territoire aux fins de développement économique, en facilitant le transfert des savoirs et des technologies.

Consécutivement à cet appel à projets, un appel à candidatures consistant à identifier et sélectionner les étudiants en master 2 au titre de l'année universitaire en cours sera proposé aux titulaires de master 2 ou équivalent et futurs doctorants ayant un projet de recherche doctorale pour l'année universitaire au titre de laquelle le dispositif est sollicité.

Les thématiques privilégiées sont identifiées dans les documents stratégiques tels le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), le Schéma Territorial de Développement Economique et d'Internationalisation des entreprises (STDEII), la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3).

Ces documents déclinent des orientations et les actions visant à amplifier le rayonnement scientifique de notre territoire et à développer la recherche au service de l'emploi et du développement économique

2/L'accompagnement de l'entreprise et du doctorant

2-1 L'entreprise :

L'entreprise pourra bénéficier d'une avance remboursable de trésorerie d'un montant maximum de 50 000 euros sans taux d'intérêt avec un différé de 6 mois permettant de financer les frais de fonctionnement et de petits équipements liés au projet de recherche.

Cette avance remboursable serait versée directement par la Collectivité selon les modalités prévues par convention.

L'entreprise obtiendra également le montant réglementaire du dispositif CIFE via l'Agence Nationale de la Recherche.

Cette avance remboursable est conditionnée à l'obtention du CIFE.

2-2 Le doctorant

Le doctorant pourra disposer d'une allocation recherche durant la durée du CIFE indexée sur les frais liés aux missions, recherche documentaire sur la base de la présentation d'un dossier comportant un budget prévisionnel annuel.

Le plafond de l'allocation recherche est fixé à 10 000 euros.

DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles au titre de l'allocation recherche de la Collectivité sont :

Les frais d'installation sur le territoire du doctorant dès lors que son lieu de résidence précédant la demande se situe hors de la Martinique (transport, déménagement).

Les dépenses relatives à la recherche cofinancées par le CIFE ne peuvent être éligibles au titre de l'allocation recherche.

MODALITES DE VERSEMENT ET DE SUIVI

Une convention bipartite fixera les engagements réciproques de l'entreprise et de la Collectivité Territoriale de Martinique. Les modalités de versement et de remboursement de l'avance seront définies dans le cadre de cette convention.

Une convention tripartite fixera les engagements réciproques du salarié doctorant et de la Collectivité Territoriale de Martinique et de l'Entreprise.

Elle aura pour but notamment de définir les modalités de versement de l'allocation forfaitaire de recherche et formalisera l'engagement du bénéficiaire doctorant quant à l'information de l'état de ses travaux de recherche.



**CONVENTION DE COLLABORATION DE RECHERCHE
ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
L'ENTREPRISEET LE DOCTORANT**

.....

**DANS LE CADRE DE LA CIFRE N°
POUR L'ANNEE 20**

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) :

Domiciliée Rue Gaston Deferre Cluny CS 30 137 97 201 Fort de France Martinique

Désignée dans tout ce qui suit par le mot « Collectivité » ;

Représentée par le Président du Conseil Exécutif Monsieur Alfred MARIE-JEANNE dûment habilité par arrêté délibéré n° 15-0003 du 18 décembre 2015 ;

D'une part ;

Et l'ENTREPRISE

Domiciliée

Désignée dans tout ce qui suit par le mot « l'Entreprise :

Représentée par sa D....., M.....

D'autre part,

Et le DOCTORANT

Désigné dans tout ce qui suit par le mot « Salarié doctorant »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 15-003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n° 18-38-1 du 9 février 2018 portant adoption du dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche CIFRE ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du dispositif complémentaire aux Conventions Industrielles de Formations par la Recherche (CIFRE) financées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, géré par la Collectivité Territoriale de la Martinique, les Parties conviennent de collaborer aux travaux de recherche relatifs à

Ces travaux de recherche sont confiés à, ci-après désigné salarié-doctorant, qui fait l'objet de la CIFRE n°.....

Ils feront l'objet d'une soutenance de thèse de doctorat. Toute réorientation importante de ces travaux de recherche, et par la même du sujet de thèse, devra faire l'objet d'un accord entre la Collectivité Territoriale et l'Entreprise.....

Article 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Collectivité Territoriale verse à l'Entreprise la somme remboursable maximale de € pour réaliser ce projet.

Le versement de l'avance remboursable sera effectué en une fois par mandat dès signature de la présente convention et sur présentation du contrat d'embauche de M/Mme X

Les modalités de versement et remboursement de l'avance font l'objet d'une convention entre la Collectivité et l'Entreprise....

En contrepartie des engagements pris par la Collectivité, l'Entreprise s'engage à prendre en charge les salaires et charges sociales du salarié doctorant pendant la durée de la CIFRE .

La Collectivité s'engage également à verser une allocation de recherche au salarié doctorant d'un montant de€ pour la prise en charge d'une partie des frais de mission liés au déplacement non pris en charge par l'Entreprise pendant la durée de la CIFRE, soit€ par année.

Article 3 : OBLIGATION DES PARTIES

Le salarié doctorant devra présenter un dossier comportant un budget prévisionnel annuel ainsi que les pièces justifiant sa demande d'allocation de recherche.

Il s'engage aussi à fournir l'avis du directeur de thèse et à produire un rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux de thèse validé également par celui-ci.

L'entreprise devra transmettre à la Collectivité de Martinique le rapport de thèse du salarié doctorant après sa soutenance.

L'entreprise veillera à ce que la Collectivité Territoriale soit confiée à participer à la soutenance du salarié doctorant

L'entreprise devra mettre en place un comité de suivi pour s'assurer de l'état d'avancement des travaux de la thèse du salarié doctorant.

L'entreprise s'engage à utiliser un système de comptabilité ou une codification comptable adéquate pour le projet financé par la Collectivité Territoriale de Martinique et conservera ces pièces dans un délai de dix ans après le dernier versement de l'aide territoriale.

Elle se soumettra à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 - PUBLICITE

L'Entreprise s'engage à faire état, à tous les bénéficiaires et au public concerné, de la participation de la Collectivité au titre du dispositif « CIFRE ».

Si elle est amenée à conclure d'autres conventions pour la réalisation du projet financé, elle veillera à ce que tous les intervenants dans le processus de réalisation du projet soient informés.

Toute publication ou communication relative au projet financé devra faire mention de la Collectivité Territoriale de Martinique (logos, etc...).

Article 5 - PROPRIETE DES RESULTATS

Les résultats des travaux de l'étude seront la copropriété de la Collectivité Territoriale et de l'Entreprise, voire le cas échéant des autres partenaires participant au projet de recherche, en fonction des apports financiers et intellectuels de chacun.

Dans le cas où les travaux réalisés au titre de la présente convention permettraient la mise au point de produits ou techniques susceptibles d'être brevetés, lesdits brevets seront pris en noms conjoints des susdits partenaires copropriétaires.

Les frais de dépôts, de procédure, de délivrance et de maintien en vigueur, correspondants seront partagés au prorata des quotes-parts déterminés entre l'ensemble des partenaires.

Article 6 - REVERSEMENT ET RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par l'Entreprise

En outre, le reversement total ou partiel des sommes versées à l'Entreprise pourra être exigé par la Collectivité Territoriale si elle ne souhaite pas poursuivre la réalisation de l'opération et sollicite la résiliation de la convention, sauf résiliation dûment justifiée par l'Entreprise et approuvée par la Collectivité.

Article 7 : LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

A défaut d'accord amiable, les litiges seront soumis au tribunal administratif compétent.

Article 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention est conclue à la date de signature de la convention, pour une durée de 36 mois.

Le contrat de collaboration de recherche peut couvrir une période plus large que la durée de la CIFRE mais en aucun cas une durée infra.

Convention établie en quatre exemplaires originaux.

Fort de France, le

L'Entreprise.....

Le Président du Conseil Exécutif,
de la Collectivité de Martinique
Alfred MARIE-JEANNE

Le Doctorant



**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE MARTINIQUE
ET L'ENTREPRISE.....
RELATIVE AU VERSEMENT D'UNE AVANCE REMBOURSABLE
AU TITRE DU DISPOSITIF CIFRE
POUR L'ANNEE 20..**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) :

Domiciliée Rue Gaston Defferre Cluny CS 30 137 97 201 Fort de France Martinique

Désignée dans tout ce qui suit par le mot « Collectivité » ;

Représentée par le Président du Conseil Exécutif Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par arrêté délibéré n° 15-0003 du 18 décembre 2015 ;

D'une part ;

ET

L'ENTREPRISE X

Domicilié

Désignée dans tout ce qui suit par le mot « bénéficiaire » :

Représentée par son (sa),

D'autre part, ;

Vu le code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 15-003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n° 18-38-1 portant adoption du dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche CIFRE ;

Vu la délibération N°19-

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place un dispositif complémentaire au dispositif des CIFRE, géré par l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT) pour le compte du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en vue de verser une avance remboursable à une entreprise qui embauche un doctorant pour le placer au cœur d'une collaboration de recherche avec un laboratoire. Les travaux aboutiront à la soutenance d'une thèse en trois ans.

L'objectif de ce dispositif est triple :

- - Aider les entreprises sur le territoire à se doter d'une ressource humaine performante, à accéder à des compétences scientifiques de pointe et à augmenter leur potentiel d'innovation
- - Favoriser la relation et les collaborations entre les entreprises et les laboratoires de recherche académique
- - Favoriser l'insertion professionnelle des doctorant.e.s et ancrer de la main d'œuvre très qualifiée sur le territoire en offrant l'opportunité à des doctorants d'acquérir une expérience professionnelle reconnue dans un contexte à la fois académique et d'entreprise

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une avance remboursable à l'Entreprise X au titre de la participation financière de la Collectivité dans le cadre du dispositif CIFRE, sur la base de la convention CIFRE N° signée entre l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) et le Bénéficiaire dans le cadre de la préparation de thèse de M/Mme...

Article 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser la somme de (en lettre ...) (en chiffre.....) TTC sans intérêt, à l'Entreprise X.

Le versement de l'avance remboursable sera effectué en une fois par mandat dès signature de la présente convention et sur présentation du contrat d'embauche de M/Mme X

Le remboursement annuel de cette avance, consentie par la Collectivité Territoriale de Martinique, se fera selon l'échéancier ci-dessous, à raison 1/3^{ème} sur une période de 3 ans :

- Année 20 ...: €
- Année 20:€
- Année 20:€

Le remboursement annuel se fera à la date anniversaire de la signature de la présente convention.

Article 3 : REMBOURSEMENT ANTICIPE :

Un remboursement anticipé de l'aide de la Collectivité Territoriale pourra être envisagé à la demande du Bénéficiaire.....

Pour cela celle-ci sollicitera la Collectivité Territoriale pour définir les modalités de ce remboursement anticipé.

Article 4 : OBLIGATION DE L'ENTREPRISE.....:

En contrepartie de l'aide, le Bénéficiaire s'engage à embaucher M/Mme... dans le cadre d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE n°xxx conclue entre l'ANRT et le bénéficiaire).

Le Bénéficiaire s'engage également à exécuter cette présente convention dans un délai de 3 ans à compter du XXXXXX, date de prise en compte des dépenses, et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques et financiers nécessaires au succès de son exécution.

Le Bénéficiaire s'engage de même :

- A certifier qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales. -
- A affecter exclusivement l'avance remboursable accordée par la Collectivité aux dépenses prévues. -
- A mettre en œuvre tous les moyens pour réaliser le Projet, objet de la présente aide. -

- A ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation de cette opération sans en informer au préalable la Collectivité. -

- A tenir la CTM immédiatement informée, par lettre recommandée avec avis de réception, des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution de la convention.

- A tenir la CTM immédiatement informée, par lettre recommandée avec avis de réception, des difficultés relatives à la mise en œuvre de la convention CIFRE, particulièrement en ce qui concerne l'avancée de son exécution budgétaire et le respect du planning.

Et dans ce cas, le Bénéficiaire s'engage à proposer un plan d'action pour y remédier.

- A tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses visées au présent contrat, à savoir : **les dépenses effectuées pour le paiement des salaires de M/Mme**

Article 5 : CONTROLE PAR LA COLLECTIVITE :

L'ENTREPRISE X s'engage à faciliter tout contrôle que la Collectivité Territoriale de la Martinique souhaiterait exercer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 6 : RESILIATION ET REVERSEMENT :

La convention pourra être résiliée sans indemnité à l'initiative de la Collectivité Territoriale de la Martinique si l'Entreprise..... ne respectait pas ces engagements mentionnés ci-dessous :

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier de la non-exécution ou partielle de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de la Martinique pourra mettre fin à sa contribution et solliciter le reversement total ou partiel des sommes versées.

Article 7 : PENALITES EN CAS DE RETARD

Une pénalité de 10 % sur le restant sera due par l'Entreprise..... en cas de retard de paiement de plus de 1 mois.

Article 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les éventuels litiges découlant de l'application ou de l'interprétation de la présente convention relèvent de la juridiction administrative compétente.

Convention établie en trois exemplaires originaux.

Fort de France, le

L'entreprise

Le Président du Conseil Exécutif,
de la Collectivité de Martinique
Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-05-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-05-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION AVEC L'ENTREPRISE BCMB ALBA DANS LE CADRE DE SON PROJET DE CRÉATION ET COMMERCIALISATION D'UN WHISKY PREMIUM VIEILLI DANS DES FUTS DE RHUM EN MARTINIQUE

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'Aides à Finalité Régionale (AFR) et aux zones d'aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N°SA 39252 relatif aux d'Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N°SA.40391 relatif aux aides à la Recherche, au Développement et à l'Innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-6-1 du 9 février 2017 portant octroi d'une subvention à l'entreprise BCMB ALBA au titre de l'aide à l'innovation pour la création et commercialisation d'un whisky premium vieilli dans des fûts de rhum en Martinique ;

Vu la convention signée le 30 mai 2017 entre le Collectivité Territoriale de Martinique et l'entreprise BCMB ALBA ;
Vu la demande de prorogation de la convention sollicitée par BCMB ALBA le 25 octobre 2019 et enregistrée sous le numéro 2685053 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une nouvelle convention avec l'entreprise BCMB ALBA, pour permettre le versement du solde de 20 460,68 €, de la subvention accordée par délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-6-1 susvisée.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention et tous les actes y afférents et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-07-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **24 JUIN 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-07-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA CRÉATION D'UNE PRIME DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ RELATIF À LA CRÉATION D'UNE PRIME DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère Exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et Technologiques le 10 février 2020 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Logement et Habitat et la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 13 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 14 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable à la fois sur le projet de décret relatif à la création d'une prime de transition énergétique et le projet d'arrêté relatif à la création d'une prime de transition énergétique. Elle sollicite cependant l'extension de l'assiette à la climatisation et à l'isolation acoustique.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-09-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-09-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA MISE EN OEUVRE DE LA CONDITIONNALITÉ DES AIDES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 10 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 14 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à la mise en œuvre de la conditionnalité des aides de la politique agricole commune.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-11-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-11-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 09 DÉCEMBRE 2019 AU 22 JANVIER 2020

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 09 décembre 2019 au 22 janvier 2020.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-12-1

PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL D'AIDES AUX ENTREPRISES DANS LE SECTEUR NUMÉRIQUE

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment son article 18 « Aides aux services de conseil en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) », et son article 22 « Aides en faveur des jeunes pousses » ;

Vu le régime cadre exempté de notifications n°SA 40391 relatif aux aides à la Recherche, au Développement et à l'Innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-288-1 du 12 juillet 2018 portant adoption du dispositif territorial d'aides aux entreprises dans le domaine du numérique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le dispositif territorial d'aides aux entreprises dans le secteur numérique qui s'articule autour des aides suivantes :

- Aide à la création des entreprises numériques
- Aide à l'accélération des entreprises numériques
- Aide à la création et au développement des activités numériques
- Aide au recrutement qualifié des entreprises numériques
- Aide à la mobilité des entreprises numériques
- Aide à la transformation numérique (PASS NUMERIQUE)
- Aide à l'organisation et à la structuration de la filière numérique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le préambule, les fiches et les différents documents annexés à la présente délibération précisent le contenu et les modalités de mise en œuvre du dispositif.

ARTICLE 4 : Les présentes dispositions s'appliquent à tous les dossiers de demandes de concours financiers parvenus à la Collectivité Territoriale de Martinique et réputés complets, à la date d'adoption de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Ce dispositif s'adapte automatiquement aux évolutions réglementaires, communautaires et nationales.

ARTICLE 6 : La présente délibération annule et remplace la délibération n°18-288-1 du 12 juillet 2018.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



DISPOSITIF TERRITORIAL DES AIDES AUX ENTREPRISES DANS LE SECTEUR NUMERIQUE

Suite à l'adoption de la délibération N°18-288-1 du 12 juillet 2018, portant adoption du dispositif territorial d'aides aux entreprises dans le domaine du numérique, le présent rapport a pour objet d'apporter des améliorations au dit dispositif.

Après quelques mois d'application et plusieurs présentations aux acteurs de la filière, afin de faciliter la transformation numérique de notre territoire, il vous est proposé de modifier le dispositif dédié au Numérique à travers 2 axes :

- **Modification du financement en intégrant des fonds européens, via la sous-mesure 3.2.3 du FEDER, des aides dédiées à la transformation numérique (ACDA Numérique et Pass Numérique), ce qui permettrait de compenser la raréfaction des crédits ;**
- **Création de 3 nouvelles aides correspondant aux besoins de la filière :**
 - ⇒ Aide à la Création et au Développement d'Activités Numériques
(Basée sur l'ACDA – délibération N°18-73-1 portant refonte des aides aux entreprises)
 - ⇒ Aide au recrutement qualifié
(Correspondant initialement au volet 2 de l'aide à l'accélération des entreprises numériques)
 - ⇒ Aide à la mobilité des entreprises numériques
(Dispositif nouveau qui correspond à un besoin exprimé par les startups via plusieurs demandes exceptionnelles)
- **Modification de certaines modalités de l'aide à la création des entreprises numériques :**
 - Repousser à 5 ans après l'immatriculation, l'éligibilité des entreprises, le permet le régime d'aide dédié aux jeunes pousses ;
 - Abaisser la prime de relocalisation de l'expertise de 10 000 € à 5000 €, et ajouter un seuil minimum d'investissement à 2 500 € afin de limiter les effets d'aubaine ;
 - Supprimer l'obligation de demande de consignation au capital pour le versement de la prime « Chef d'entreprise ».

- **Modification de certaines modalités du Pass Numérique**

- Réalisation obligatoire d'un pré-diagnostic effectué par les référents numériques formés au préalable
- Modulation le montant de la subvention en fonction de la réalisation ou non d'une formation par le chef d'entreprise (sans formation, l'aide sera de maximum 8 000 € et avec formation elle sera de 10 000€.)

Présentation des aides

Afin de répondre aux besoins de la filière numérique, la Collectivité Territoriale de Martinique souhaite accompagner les entreprises numériques ou en transformation numérique grâce à des aides prenant en compte leurs spécificités.

- **Aide à la création des entreprises numériques**

Afin d'accompagner la création de jeunes pousses numériques sur le territoire, la Collectivité Territoriale de Martinique a souhaité porter son soutien à la création des entreprises numériques. Le contexte des entreprises numériques étant différent des TPE plus classiques, il était important de prendre en considération leurs spécificités (Besoin de mise en réseau, Gestion de croissance très forte, Faiblesse de l'implication des banques sur les marchés innovants etc.). Cette aide à la création répond à ces différents besoins exprimés par l'écosystème numérique.

- **Aide à l'accélération des entreprises numériques**

Aujourd'hui, peu de startups et d'entreprises numériques sur le territoire se sont développées et ont généré durablement de l'emploi. La volonté de cette aide est de transformer une création d'entreprise recherchant son modèle économique, en une entreprise s'exportant au national ou à l'international.

- **Aide à la création et au développement des activités numériques**

Accompagner la stabilisation et le développement de l'économie numérique locale est un enjeu fort pour la CTM. Cette aide permettra aux entreprises numériques de pouvoir investir plus fortement afin de se structurer sur le long terme. Les entreprises traditionnelles réalisant des investissements dans le cadre de leur transformation numérique sont également concernées.

- **Aide au recrutement qualifié des entreprises numériques**

L'aide au recrutement qualifié permet aux entreprises numériques d'être accompagnées dans la création des emplois de demain, notamment à forte valeur ajoutée. Différents freins structurels ont été pris en compte afin de leur apporter un soutien adapté, elles font face à la difficulté de recrutement des ressources qualifiées, notamment dans le numérique.

- **Aide à la mobilité des entreprises numériques**

Les entreprises numériques sont amenées à se déplacer régulièrement au cœur des centres décisionnels afin de nouer des partenariats indispensables à leur développement. Paradoxe récurrent dans l'univers des start-ups, elles doivent souvent penser leur modèle économique à l'international pour être viables, mais démarrent souvent avec une très faible trésorerie.

Cette nouvelle aide permettra aux startups d'être soutenu pour leurs déplacements au sein de salon, congrès, concours, préparation de levée de fonds, période d'incubation à l'extérieur de la Martinique ou tout autre déplacement relatif à l'accélération de l'entreprise.

- **PASS NUMERIQUE, Aide à transformation numérique**

Cette aide a pour objectif d'accélérer l'appropriation des outils numériques professionnels par les entreprises traditionnelles martiniquaises. En effet, le tissu économique est majoritairement composé de TPE, qui n'ont pas pour la plupart entamé leur transformation numérique. Il s'agit pour la CTM de les inciter à faire cette démarche et c'est la raison pour laquelle il leur est proposé en premier lieu **un Pass numérique** qui financera un accompagnement et/ou une prestation conseil et/ou une formation.

Le cheminement lié à la transformation étant progressif, les entreprises pourront poursuivre leur démarche avec des financements plus conséquents, grâce à d'autres subventions spécifiques CTM ou FEDER.

- **Aide à l'organisation et la structuration de la filière numérique**

L'étude de filière numérique a démontré la volonté de l'écosystème à porter des actions structurantes sur le territoire. L'association Martinique Digitale, créée en 2019, œuvre à rassembler autour d'un plan d'action global les acteurs de la filière numérique. Cette aide leur permettra de s'organiser, de développer des projets et de permettre une montée en compétitivité des entreprises de la filière numérique sur le territoire.

Ce présent dispositif d'aides à destination des acteurs de la filière vient compléter le régime d'aide aux entreprises validé par l'Assemblée le 2 mars 2018. De ce fait, les entreprises du numérique seront éligibles aussi bien au régime précité qu'au dispositif territorial d'aide à l'innovation.

Des fonds européens émanant du FEDER, notamment de la mesure 3.2.3 « Produits et Services numériques des entreprises » pourront financer les aides à l'investissement de ce dispositif (Aide à la création et au développement des activités numériques et Pass numérique).

Le dispositif territorial d'aides aux entreprises dans le secteur numérique est composé comme suit :

1) LES AIDES

- Aide à la création des entreprises numériques
- Aide à l'accélération des entreprises numériques
- Aide à la création et au développement des activités numériques
- Aide au recrutement qualifié des entreprises numériques
- Aide à la mobilité des entreprises numériques
- Aide à la transformation numérique (PASS NUMERIQUE)
- Aide à l'organisation et à la structuration de la filière numérique

2) LES ANNEXES

- Annexe 1 : Mesures et définitions générales applicables à l'ensemble des aides, sauf cas particulier
- Annexe 2 : Quelques définitions
- Annexe 3 : Procédure, modalités de versements et obligation de suivi
- Annexe 4 : Définition des micros, petites et moyennes entreprises
- Annexe 5 : Définition des entreprises bénéficiaires
- Annexe 6 : Les bases juridiques

Aide à la création des entreprises numériques

CONTEXTE

- Manque de fonds propres des startups,
- Isolement des startups et besoin de mise en réseau,
- Déficit d'offre en immobilier d'entreprise répondant aux besoins des acteurs de la filière,
- Gestion de croissance très forte,
- Absence de programme d'incubation de startups en local,
- Carence de compétences spécialisées sur le territoire,
- Faiblesse de l'implication des banques sur les marchés innovants.

OBJECTIFS

- Contribuer à la pérennité des projets
- Encourager les initiatives sur les marchés prioritaires et porteurs
- Accompagner la phase de conception du modèle économique
- Inciter à la (re)localisation de l'expertise numérique

BENEFICIAIRES

⇒ Entreprises numériques (Définition Annexe 2) immatriculées en Martinique depuis moins de 5 ans
(CA < 60 000 €), quelle que soit leur forme juridique (*hors auto-entrepreneur*)

Effet incitatif : Les dépenses engagées deux ans avant le dépôt de la demande d'aide CTM sont éligibles.

⇒ Porteurs de projet en phase de lancement (Conventionnement sous condition de création de la structure)

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis-à-vis de ses obligations fiscale et sociales.

ACTIONS / DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION

Volet 1 - Création de la structure

➤ Dépenses éligibles

Dépenses initiales liées à la création de la structure et non apparentées à du fonctionnement. Les dépenses liées à l'actif et au non-actif sont éligibles.

- **Investissements actifs :**
 - Création de site web, plateforme et application mobile
 - Création de charte graphique
 - Achat de matériel et d'équipement
 - Travaux d'aménagement
 - Autres investissements immobilisables
- **Autres dépenses liées à la création :**
 - Campagne de communication digitale (Référencement, Réseaux sociaux etc.)
 - Prestations de conseil ou de réalisation externe
 - Frais juridiques liés à la création (greffe, rédaction des statuts etc.)
 - Outils SAAS (abonnement en ligne) inhérents à la création de la structure (facture annualisée)
 - Formations inhérentes à la création de la structure
 - Autres dépenses liées uniquement à la création de la structure

➤ **Taux d'intervention**

- **60% du coût HT de la dépense éligible**
- **Subvention plafonnée à 20 000 € par entreprise dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.**

Volet 2 - Prime Chef d'entreprise

Le chef d'entreprise qui a réalisé son opération (volet 1) avec une dépense minimum de 2500€ peut bénéficier de l'aide forfaitaire « Prime Chef d'entreprise »

➤ **Montant d'intervention**

5 000 €, montant forfaitaire.

Volet 3 – Re-Localisation de l'expertise

➤ **Actions et dépenses éligibles**

Cette aide vise à optimiser les chances de réussite des porteurs de projet nouvellement installés en Martinique, en les aidant à constituer les fonds propres de leur société.

Elle prend la forme de la « *prime Chef d'entreprise* » cumulée à une prise en charge forfaitaire des frais d'installation pour le porteur de projet souhaitant installer son entreprise issue de la filière numérique en Martinique.

Cette prise en charge favorise l'arrivée ou le retour d'entrepreneurs qualifiés sur le territoire répondant au déficit de compétences locales dans la filière numérique.

➤ **Taux d'intervention**

Aide forfaitaire : 5 000 € sur présentation de justificatifs de transfert de la fiscalité personnelle.

PARTICULARITES

- Les 3 volets sont cumulables
- Les volets 2 et 3 ne seront mobilisables que si un investissement de minimum 2 500€ est justifié sur le volet 1
- Subvention versée sur remboursement de factures acquittées

BASES JURIDIQUES

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Règlement (UE) N°651/2014 de la commission du 17 Juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité relatif à l'Article 22 « Aides en faveur des jeunes pousses ».
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014 – 2020.
- Régime cadre exempté de notification N° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

Aide à l'accélération des entreprises numériques

CONTEXTE

- Etroitesse du marché,
- Besoin de croissance des entreprises sur leur zone de chalandise,
- Faiblesse de l'implication des banques.

OBJECTIFS

- Accroître la pérennité des entreprises créées,
- Favoriser le développement des entreprises sur un temps court,
- Favoriser la création d'emplois durables et qualifiés,
- Accompagner la phase de stabilisation du modèle économique,
- Soutenir leur accès au financement (Manque de fonds propres des entreprises),
- Accompagner les entreprises dans leur politique de pivot.

BENEFICIAIRES

Toutes les entreprises numériques (Définition Annexe 2) immatriculées en Martinique quelle que soit leur ancienneté et leur forme juridique (*hors auto-entrepreneur*)

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis-à-vis de ses obligations fiscale et sociales.

ACTIONS ELIGIBLES / DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION

Volet 1 : Conseil

Conseil stratégique et Consulting visant le développement de l'entreprise :

- Etude de marché
- Transfert de technologie
- Audit organisationnel
- Stratégie de développement
- Conseil et Stratégie en développement à l'international
- Autres thématiques concernées par des prestations de conseil visant le développement de l'entreprise

➤ Taux d'intervention

- **50 % des dépenses éligibles.**
Subvention plafonnée à 50 000 €, dans la limite du cumul d'aides publiques

autorisé.

PARTICULARITES

- Subvention versée sur remboursement de factures acquittées

BASES JURIDIQUES

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Règlement (UE) N°651/2014 de la commission du 17 Juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité relatif à l'Article 18 « aux services de conseil en faveur des PME ».
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014 – 2020.
- Lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 31/07/2014
- Régime cadre exempté de notification N° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.
- Régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)

Aide à la création et au développement d'activités numériques

CONTEXTE

- Meilleure intégration des entreprises dans le tissu économique
- Manque de fonds propres des entreprises, faible compétitivité, fragilité du tissu économique
- Faiblesse de l'implication des banques
- Marché étroit

OBJECTIFS

- Augmenter la pérennité des entreprises numériques créées
- Accompagner les entreprises dans leur développement
- Favoriser la compétitivité des entreprises
- Accompagner les entreprises pour favoriser leurs développements

BENEFICIAIRES

- ⇒ Toutes les entreprises numériques (Définition Annexe 2) immatriculées en Martinique quelle que soit leur ancienneté et leur forme juridique (*hors auto-entrepreneur*)
- ⇒ Toutes les entreprises investissant dans la transformation numérique de leur activité.
- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis-à-vis de ses obligations fiscale et sociales.

ACTIONS ELIGIBLES :

Investissements matériels et immatériels des entreprises < 150 000 € H.T

- à la création d'un établissement,
- à l'extension d'un établissement existant,
- à la diversification et modernisation de la production d'un établissement,
- à un changement fondamental de l'ensemble du processus de production d'un établissement existant.

DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :

➤ Dépenses éligibles

- Immobilisations corporelles :

- Travaux de bâtiment
- Achat d'équipement et machines etc.

- Immobilisations incorporelles :

- Acquisition de droits, brevets, licences, savoir-faire et connaissances non brevetés liés à l'investissement
- Tout autres actifs relatifs à la réalisation de l'opération

➤ **Taux d'intervention**

- **50 % de taux d'intervention**
- **Subvention plafonnée à 75 000 €, dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.**

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais d'assistance à la réalisation du projet :
Les coûts des études préparatoires et les coûts des services de conseil liés au projet peuvent être pris en considération. (Travaux préparatoires liés à l'investissement).

➤ **Taux d'intervention**

50% du montant des frais, subvention plafonnée à 5000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais de montage et de suivi du projet.

➤ **Taux d'intervention**

35% du coût de la prestation, subvention plafonnée à 2 000 €.

PARTICULARITES

- Subvention versée sur remboursement de factures acquittées
- Cette aide pourra faire l'objet d'un financement du FEDER dans le cadre de la sous-mesure 3.2.3 : Produits et Services numériques des entreprises.

BASES JURIDIQUES

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union

européenne aux aides de minimis.

- Règlement (UE) N°651/2014 de la commission du 17 Juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité relatif à l'Article 18 « aux services de conseil en faveur des PME ».

AIDE AU RECRUTEMENT QUALIFIE DES ENTREPRISES NUMERIQUES

CONTEXTE

- Besoin de compétences spécialisées dans la filière numérique
- Montée en compétences technologiques des entreprises numériques
- Entreprises peinant à embaucher

OBJECTIFS

- Contribuer à la baisse du chômage en Martinique
- Encourager l'embauche de personnes qualifiées en Martinique dans la filière numérique
- Faciliter l'accès des jeunes diplômés au marché du travail, à un poste correspondant à leur niveau de compétence
- Accompagner les programmes d'embauche des entreprises en allégeant le coût du travail pour favoriser la création d'emplois
- Inciter le recrutement de personnes dans les entreprises en prenant en compte une partie de la rémunération

BENEFICIAIRES

Toutes les entreprises numériques (Définition Annexe 2) immatriculées en Martinique quelle que soit leur ancienneté et leur forme juridique (*hors auto-entrepreneur*)

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis-à-vis de ses obligations fiscale et sociales.
- Répondre à la définition communautaire de la PME

CRITERES DE SELECTION

- L'embauche pour l'aide demandée doit correspondre à un recrutement supplémentaire par rapport à l'effectif moyen de l'entreprise calculé sur les 12 derniers mois.
- L'employeur ne doit pas avoir procédé à un licenciement économique dans les 12

mois précédant le dépôt de la demande.

- Les emplois retenus devront être soit un CDD d'au moins 12 mois ou un CDI.
- La transformation en CDI d'un CDD n'ayant pas bénéficié d'une aide à l'emploi CTM, est également éligible au dispositif.
- Les travailleurs bénéficiant de ces emplois doivent :
 - Occuper une fonction qualifiée justifiée sur la fiche de poste
 - Justifier d'un bac +2 et/ou formation qualifiante, ou d'une expérience significative dans le numérique
- Les personnes recrutées devront justifier d'une connaissance des réalités économiques et sociales locales depuis plus de 3 ans.
- La création de l'emploi du chef d'entreprise est exclue
- L'emploi ne peut concerner un actionnaire ou un associé impliqué dans la gestion et/ou détenant plus ¼ du capital.
- Les travailleurs doivent être obligatoirement inscrit **depuis au moins 3 mois au Pôle emploi de Martinique** au moment de l'embauche.

ACTIONS ELIGIBLES - DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION

L'embauche en CDD ou CDI de toute personne prenant un poste qualifié, qui a un diplôme sanctionnant un niveau d'études supérieur ou égal à BAC+2 ou une expérience significative dans le domaine du numérique.

➤ Dépenses éligibles

Salaires bruts équivalents au minimum à 1,5 SMIC mensuel supportés par l'entreprise pendant 12 mois

➤ Taux d'intervention

50 % des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 18 000 € par emploi sur 12 mois dans la limite de 3 salariés par entreprise et par période d'1 an.

PARTICULARITES/CONDITIONS

- Aides cumulables avec d'autres aides publiques portant sur les mêmes dépenses éligibles dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.
- La demande devra être déposée au plus tard 6 mois après l'embauche réelle.
- En cas de rupture prématurée du contrat d'embauche ayant fait l'objet d'une aide à l'emploi, l'entreprise pourra prétendre au solde non perçu, que si elle pourvoit ledit poste aux mêmes conditions d'emploi initial aidé.
- Un employeur ne bénéficiera pas de façon consécutive des aides à l'embauche en CDD, sur un même poste d'emploi ou sur une même fiche de poste.

BASES JURIDIQUES

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

- Règlement (UE) N°651/2014 de la commission du 17 Juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité relatif à l'Article 18 « aux services de conseil en faveur des PME ».
- Régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)
- Régime cadre exempté de notification N° SA. 40208 relatif aux aides en faveur de pour l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020

AIDE A LA MOBILITE DES ENTREPRISES NUMERIQUES

CONTEXTE

- Etroitesse du marché,
- Besoin de croissance des entreprises en dehors de leur zone de chalandise,
- Absence de programme d'accélération de startups en Martinique,
- Faiblesse de l'implication des banques.

OBJECTIFS

- Elargir le marché des entreprises numériques
- Encourager le transfert de technologie et de connaissance
- Renforcement de l'image et de l'attractivité de l'écosystème martiniquais à l'extérieur
- Soutenir leur accès au financement via les levées de fonds
- Accompagner les entreprises dans leur politique de développement

BENEFICIAIRES

- ⇒ Toutes les entreprises numériques (Définition Annexe 2) immatriculées en Martinique quelle que soit leur ancienneté et leur forme juridique (*hors auto-entrepreneur*)
- ⇒ Porteurs de projet en phase de lancement (Conventionnement sous condition de création de la structure)
- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis-à-vis de ses obligations fiscale et sociales.

ACTIONS ELIGIBLES / DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION

➤ Actions et dépenses éligibles

Prise en charge des frais de déplacements des entreprises numériques dans le cadre de missions liées à :

- Congrès, salons et foires
- Concours
- Préparation de levée de fonds
- Accompagnement thématique de la BPI
- Période d'incubation en dehors de la Martinique
- Autres déplacements extérieurs dans le cadre de l'accélération de l'entreprise.

Les dépenses éligibles correspondent aux frais de :

- Transport
- Hébergement en espace coworking ou incubateur
- Inscription aux événements

➤ Taux d'intervention

- 50% du coût HT de la dépense éligible, subvention plafonnée à 2 500 € par individu
- Subvention plafonnée à 3 personnes par entreprise, deux renouvellements possibles par an.

PARTICULARITES

- Subvention versée sur remboursement de factures acquittées

BASES JURIDIQUES

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014 – 2020.
- Régime cadre exempté de notification N° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

PASS NUMERIQUE	
CONTEXTE	<ul style="list-style-type: none">▪ Faible acculturation digitale des entreprises,▪ Manque d'information sur la valeur ajoutée et le retour sur investissement de la transformation digitale,▪ Etroitesse du marché : besoin d'augmentation de la zone de chalandise,▪ Faible niveau de compétences numériques des entrepreneurs
OBJECTIFS	<p><u>Présence en ligne :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Favoriser le développement du chiffre d'affaires des entreprises martiniquaises grâce à un renforcement de leur visibilité sur internet,▪ Faciliter la montée en concurrence des entreprises martiniquaises▪ Contribuer au développement de nouveaux canaux de distribution à travers le déploiement d'un site e-commerce afin d'élargir la zone de chalandise des entreprises,▪ Faciliter l'amélioration de la relation client : Acquisition de CRM ou automatisation de la relation client <p><u>Productivité:</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Accroître l'efficacité et la rentabilité des entreprises par la simplification et l'amélioration des processus▪ Favoriser la productivité grâce à la dématérialisation▪ Inciter le déploiement des projets digitaux dans les ressources humaines: Réseaux sociaux d'entreprise, Formation e-learning, Recrutement via le digital, dématérialisation du bulletin de paie et autres documents etc.),▪ Accompagner les entreprises martiniquaises à se doter d'outils d'aide à la décision : Collecte et Analyse de données internes et externes,▪ Favoriser l'intégration d'outils métiers et des outils collaboratifs (intranet, intendance collaboratif, gestion de stocks etc.)

- ⇒ Cette aide à la transformation numérique ne répond pas au besoin de mise en conformité des entreprises face à la réglementation mais a pour vocation d'accompagner un réel projet de transformation amenant une valeur ajoutée à l'entreprise.

BENEFICIAIRES

- Toutes les entreprises immatriculées en Martinique, quelle que soit leur forme juridique (*hors auto-entrepreneur*)
- Entreprises individuelles, sociétés de personnes et de capitaux, associations ayant un but économique, coopératives et groupement d'entreprises) remplissant les conditions suivantes :
 - Justifier d'une situation financière saine
(ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
 - Etre en règle vis à vis de ses obligations fiscales et sociales.
- Exclusion des entreprises de plus de 30 salariés
- Exclusion des entreprises issues de la filière numérique.

ACTIONS

Volet 1 : Pré –diagnostic Pass numérique

Les entreprises devront réaliser au préalable un pré-diagnostic de maturité digitale avec les référents numériques identifiés et formés au sein du réseau d'accompagnateurs ZETWAL (mis en place par Martinique Développement).

Un rapport de préconisations réalisé sur la plateforme France NUM sera fourni à l'entreprise ayant un projet de transformation numérique.

Volet 2 : Prestation digitale

A la suite du pré-diagnostic, l'entreprise choisira son ou ses prestataires dédié(s) à sa transformation numérique. La validation du prestataire sera soumise au service Instructeur. La prestation digitale comprendra les dépenses éligibles notées au paragraphe ci-dessous.

Volet 3 : Formation

Dans le cadre de sa transformation numérique, le chef d'entreprise est encouragé

à suivre une formation dédiée à la digitalisation labélisées Datadock.

La réalisation du Volet 3 permettra au chef d'entreprise de bénéficier d'une majoration de la subvention

- 50% du coût HT de la dépense éligible.
- Subvention plafonnée à 8 000 € pour le volet 2 et à 10 000 € si l'entreprise mobilise le Volet 3.
- Possibilité de renouvellement tous les 2 ans.
- L'achat de matériel informatique ne pourra dépasser 25% de la dépense totale.
- Les 3 volets sont cumulables.

DEPENSES ELIGIBLES

Financement des services de conseil, d'accompagnement, de formation, de prestations externes ayant pour objectif de transformer l'entreprise à travers ces deux axes :

Présence en ligne :

Mise en œuvre d'une stratégie numérique et/ou réalisation de :

- Création ou refonte de site vitrine ou permettant la vente en ligne
- Mise en œuvre d'une stratégie de présence sur les réseaux sociaux
- Mise en place d'outils de suivi et d'évaluation des performances
- Prestations liées au référencement du site et son ergonomie
- Formation aux usages numériques
- Formation et accompagnement à la prise en main d'outils numériques etc.

Productivité :

Mise en œuvre d'une stratégie numérique et/ou réalisation de :

- Modernisation du système d'information
- Mise en place d'outils collaboratifs, d'automatisation etc.
- Mise en place d'outils de gestion en ligne
- Mise en place d'un ERP, CRM etc.
- Formation et accompagnement à la prise en main d'outils numériques etc.

PARTICULARITES

- Le dépôt de dossier doit être réalisé avant le commencement de l'accompagnement.
- Subvention versée sur remboursement de factures acquittées

- Cette aide pourra faire l'objet d'un financement du FEDER dans le cadre de la sous-mesure 3.2.3 : Produits et Services numériques des entreprises.

BASES JURIDIQUES

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Règlement (UE) N°651/2014 de la commission du 17 Juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité relatif à l'Article 18 « aux services de conseil en faveur des PME ».
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014 – 2020.
- Régime cadre exempté de notification N° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

AIDE A L'ORGANISATION ET A LA STRUCTURATION DE LA FILIERE NUMERIQUE

CONTEXTE

Sur le plan de la politique économique, avoir une approche filière comporte plusieurs intérêts :

- Amélioration des synergies et convergences entre acteurs de la filière
- Facilitation des échanges d'information entre les entreprises
- Constitution d'un éco système d'innovation et de croissance
- Domiciliation locale de la valeur ajoutée
- Vertus d'une taille critique interprofessionnelle

OBJECTIFS

- Créer de la valeur ajoutée et contribuer avec les filières à la croissance économique,
- Inciter le développement de l'emploi
- Améliorer la compétitivité des entreprises
- Favoriser la montée en compétence des acteurs de la filière
- Participer au développement de l'innovation et de l'internationalisation
- Améliorer la coordination des différents outils d'intervention
- Favoriser l'attractivité du territoire à travers la valorisation de l'écosystème numérique.
- Favoriser la maturité des projets dans la filière numérique

BENEFICIAIRES

- Chambres consulaires
- Organisations interprofessionnelles
- Associations
- Comités de filière territoriaux ayant une entité juridique (1)
- Pôles Innovation

Missions de ces bénéficiaires : Piloter la mise en œuvre de la concertation et de l'animation de la filière en créant le comité territorial du numérique dédié à la formalisation et au suivi du plan d'action concerté.

Le Comité territorial du numérique sera composé des acteurs identifiés de la filière : Organisation professionnelle, Associations, Organismes de formations et de recherche, Administration (Etat, collectivité territoriale,), Chambre consulaires etc. et aura pour objectif de structurer la filière mais aussi d'assurer la transversalité et la convergence inter-filière (Tourisme, Service à la personne, Agro-alimentaire etc.)

ACTIONS ELIGIBLES

Il s'agit de soutenir la mise en place d'actions de veille, d'intelligence économique, d'outils génériques, de procédures ou de méthodologies pour faciliter le fonctionnement de la filière numérique et l'émergence des projets coopératifs (réseaux d'information partagés, diffusion de pratiques innovantes, etc.), d'une façon générale, toute action visant à améliorer la compétitivité et l'attractivité de l'écosystème numérique.

Les projets sont en premier lieu légitimés par l'intérêt et l'adhésion des membres du groupement.

L'accompagnement financier de programme sur des problématiques de filières, pendant une durée de 3 ans maximum. La filière numérique ne pourra prétendre qu'à une seule intervention au titre de cette mesure.

3 types de groupement-filières retenus :

Groupements d'employeurs

Le Groupement d'employeurs favorise l'emploi partagé pour des entreprises d'une même filière ou pas (artisans, commerçants...).

Grappes d'entreprises

Les grappes d'entreprises sont des **regroupements d'entreprises, généralement de petite taille (TPE/PME) et appartenant à un même secteur d'activité, à un même créneau de production et à une même filière**. Elles associent ou intègrent des acteurs de la formation, de la gestion de l'emploi et des compétences, de l'innovation et de la recherche, en fonction des contextes et des initiatives. Les grappes « apportent des

services aux entreprises qui peuvent porter sur l'ensemble de leurs besoins à travers des actions de mutualisation ou [des] actions collectives, notamment concernant l'innovation sous toutes ses formes, l'emploi et les compétences, l'organisation du travail, le développement à l'international, la communication, les aspects environnementaux, ...

Pôles d'Innovation

Les pôles d'innovation sont « des groupements d'entreprises indépendantes (jeunes pousses entreprises petites, moyennes ou grandes et organismes de recherche – actifs dans un secteur et dans une région particuliers et destinés à stimuler l'activité d'innovation en encourageant les interactions intensives, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de technologie, à la mise en réseau et à la diffusion de l'information entre les entreprises qui constituent le pôle».

SECTEUR ELIGIBLE

Les entreprises de la filière numérique sont les unités économiques impliquées dans le domaine du numérique au sens large, toutes technologies, tous supports, tous services confondus.

DEPENSES ELIGIBLES

- Pour les aides à l'investissement : coûts d'investissements dans les actifs corporels (terrains, bâtiments, machines et équipements) et incorporel (actifs n'ayant aucune forme physique ni financière tels que brevets, licences, savoir-faire ou autre types de propriété intellectuelle).
- Pour les aides au fonctionnement : frais de personnels et frais administratifs liés aux activités suivantes :
 - Animation du pôle en vue de favoriser la collaboration, le partage d'informations et la prestation ou la mise à disposition de services de soutien aux entreprises spécialisés et adaptées aux besoins de ces dernières,
 - Opérations de marketing du pôle visant à renforcer la participation de nouvelles entreprises ou organisations ainsi qu'à accroître la visibilité du pôle,
 - Gestion des installations du pôle, organisation de programmes de formation, ateliers, conférences pour faciliter le transfert de connaissances et le travail en réseau entre les membres du pôle ainsi que la coopération transnationale,
- Prestations externes.

TAUX D'INTERVENTION

- ⇒ **65% au maximum d'aide publique, pour les aides concernant l'investissement**
 - ⇒ **50% d'aide publique, pour les aides liées concernant le fonctionnement**
- Plafond total maximum sur les 2 postes d'intervention est de 100 000 €**

PARTICULARITE / MODALITES

La contractualisation est actée par une convention d'objectifs sur la base d'un plan d'action triennal évalué annuellement, signée par le bénéficiaire « pilote » de l'ensemble des acteurs au sein du Comité de filière territoriale.

BASES JURIDIQUES

- Régime NN 120/90 relatif aux opérations collectives
- Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.
- Régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)
- Régime cadre exempté de Notification N° SA 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014 – 2020.
- Régime cadre exempté de notification N° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

Annexe 1

MESURES/ DEFINITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES AIDES SAUF CAS PARTICULIER

- Les aides versées sont sous forme de subvention avec un principe de non récurrence.
- Les aides des différentes mesures sont non cumulables avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet.
- La subvention accordée est acceptée par le bénéficiaire avec la mise en place d'un suivi et d'un contrôle de l'entreprise ou du projet réalisé par un organisme mandaté de la CTM ou tiers (Martinique développement, ...).
- Dans le plan de financement devra obligatoirement figurer un apport privé provenant soit de ressources personnelles ou de financement extérieur (prêt bancaire, prêt d'honneur, ...). Il devra être d'au moins 10% des dépenses éligibles, pour les demandes portées par les TPE/startups et 25 % au moins dans le cadre de l'ARCD.
- Les diplômes requis dans certaines professions par les syndicats professionnels pour exercer seront exigés pour prétendre à l'obtention de l'aide (esthéticienne, coiffeur ...).
- Les conditions d'exercice fixées par les organismes professionnels, les consulaires ou les services de l'Etat (ADEME, ...) devront être justifiées dans le processus d'exploitation du demandeur pour prétendre à l'obtention de la subvention de la CTM (garage propre, imprimerie verte, ...).
- Les entreprises en franchise nationales et internationales sont éligibles au présent dispositif.
- Pour les activités dans le domaine du tourisme, les demandeurs devront justifier de leur engagement d'adhésion à une démarche de normalisation (ex : classement, labellisation, respect des normes réglementaires en vigueur etc) .

Annexe 2

Quelques définitions

Entreprise numérique :

Sont considérés comme « Entreprise numérique » les entreprises ayant comme outil, support ou canal de vente principal le numérique, comme les sites e-commerce, les plateformes d'intermédiation, les agences de communication, les ESN, les startups etc.

Acculturation digitale

L'acculturation est « l'adaptation d'un individu ou d'un groupe à la culture environnante ». S'agissant de la transformation digitale, cela passe par trois dimensions: Informer les collaborateurs de ce qu'il est possible de faire grâce aux outils numériques ; les former à l'utilisation de ces outils, les sensibiliser aux enjeux qui naissent avec le numérique.

Pivot

Dans le domaine de « l'économie digitale » le terme de pivot est généralement utilisé pour désigner le fait qu'une start-up change son business-model et/ou son offre de produits ou services. Les pivots sont typiques des domaines de l'Internet et des nouvelles technologies dans la mesure où l'environnement est très mouvant.

Start-up

Une startup (jeune pousse qui démarre en anglais) est une nouvelle entreprise innovante, généralement à la recherche d'importantes levées de fonds d'investissement, avec très fort potentiel éventuel de croissance économique, et de spéculation financière sur sa valeur future. Une startup est une entreprise, mais elle est plus qu'une simple entité. Une startup c'est un état d'esprit, une vision, portée par son fondateur et qui agit sur un marché en création ou instable.

Transformation numérique

La transformation digitale désigne le passage d'une économie essentiellement matérielle, s'appuyant sur des points de ventes physiques (bureau, dossiers papiers, paiements en espèces, etc.) à une économie dématérialisée s'appuyant sur des échanges de données (plateformes e-commerces, base de données sur serveurs, monnaies virtuelles, etc.).

Annexe 3

Procédure, modalités de versement et obligations de suivi

1 – Procédure

La demande de subvention adressée au Président du Conseil exécutif, doit être transmise avant toute mise en œuvre de l'opération pour laquelle l'aide est sollicitée. (Sauf disposition contraire). L'entreprise devra, en outre, communiquer un dossier de présentation du projet respectant le canevas d'instruction en vigueur (dossier type téléchargeable sur le site www.collectivitedemartinique.mq), en même temps que son courrier de demande.

Une aide ne pourra être accordée au titre du présent régime que si le bénéficiaire a présenté une demande à cet effet et si la CTM a ensuite confirmé par écrit que, sous réserve de vérification plus détaillées, le projet en principe remplissait les conditions d'admissibilité fixées par le dispositif.

L'intervention de la collectivité s'effectuera à l'analyse des éléments suivants :

1. L'adéquation homme/projet,
2. La viabilité du modèle économique proposé,
3. La capacité financière du promoteur à boucler son plan de financement
4. L'opportunité de l'intervention de la Collectivité (zone, secteur,...),
5. Afin d'éviter l'effet d'aubaine l'aide ne pourra pas avoir **pour objectif d'inciter les futurs bénéficiaires à réaliser ou engager un projet qu'ils auraient de toute façon mis en œuvre sans l'avantage public, compte tenu de leur capacité financière,**
6. Les aides sont non cumulables avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet,
7. Toute subvention accordée doit être au préalable liquidée avant le dépôt d'une nouvelle demande,
8. Une avance remboursable ne peut être transformée en subvention
9. Des garanties ou suretés seront exigées en cas d'attribution d'une avance remboursable.

2 – Modalités de versement

Les modalités de versement seront définies dans une convention de développement conclue entre l'entreprise et la CTM (possibilité de convention tripartite ou quadripartite).

3 – Obligation de suivi

Le bénéficiaire s'engage à :

- Assurer la publicité du financement CTM ;
- Maintenir l'investissement en Martinique pour une période minimum de 3 ans après son achèvement ;
- Se conformer aux modalités de suivi définies dans la convention de développement territorial ;

Informer la CTM de tout changement d'adresse, d'activité, statut juridique, évolution du plan de financement, etc..... ; jusqu'aux 3 ans suivant la liquidation de l'aide financière de la

CTM.

Annexe 4

Définition des Entreprises bénéficiaires

Toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique (entreprises individuelles, sociétés de personnes et de capitaux, *associations ayant un but économique, coopératives et groupements d'entreprises*) remplissant les conditions suivantes :

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis à vis de ses obligations fiscales et sociales
- Répondre à la définition communautaire de la PME

Annexe 5

Définition des micros, petites et moyennes entreprises

Une entreprise de taille moyenne est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 250 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M€ et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 43 M€.

Une petite entreprise de taille moyenne est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 50 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 10 M€.

Une micro-entreprise est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 10 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 2 M€.

Ces critères doivent s'appliquer à l'entreprise dans son ensemble (y compris aux filiales établies dans d'autres Etats membres et à l'extérieur de l'Union européenne). Le règlement définit ce qu'il convient d'entendre par entreprise autonome, entreprise partenaire et entreprise liée, afin d'évaluer la position économique réelle de la PME considérée.

Annexe 6

Les bases juridiques

Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides comptables avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)

Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020

Régime cadre exempté de notification N° SA.40208 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020

Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020

Lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 31/07/2014

Aide d'Etat SA 41259 (2015/N) – France Régime d'aide notifié à la Commission européenne relatifs aux aides au sauvetage à la restructuration pour les PME en difficulté

Régime NN 120/90 relatif aux opérations collectives

Régime cadre exempté de notification N° Sa.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-13-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2020
Date de réception préfecture : 28/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-13-1

PORTANT ATTRIBUTIONS D'AIDES EXCEPTIONNELLES À DIVERS COMMERÇANTS DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;
Vu les lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autre que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 21/07/2014 ;
Vu les Aides d'État SA 41259 (2015/N)-France Régime d'aide notifié à la commission européenne relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les petites et moyennes entreprises (PME) en difficulté ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande formulée par l'Association « Fort-de-France Cœur de Martinique », en date du 18 juin 2019 enregistrée sous le numéro 2639787 ;
Vu les informations complémentaires apportées par les entreprises ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant total de quatre cent trente-quatre mille cinq cent soixante-dix-neuf euros (434 579 €) est attribuée, à titre exceptionnel, à divers commerçants sis sur le territoire de la Ville de Fort-de-France, pour le maintien de l'emploi et le développement de leur activité.

Cette subvention est répartie entre les bénéficiaires nommément cités, conformément à l'annexe jointe à la présente délibération.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'aide est versée directement à chacune des entreprises concernées selon des modalités définies par convention conclue avec chaque bénéficiaire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et signer tous les actes inhérents à cette affaire.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°20-13-1

NOM ENTREPRISE	NOM GERANT	MONTANT SUBVENTION
BIJOUTERIE THOMAS DE ROGATIS		20 000,00 €
BYZANCE		5 000,00 €
D ET R		5 000,00 €
DAGHER TAVERNY DOUNIA		25 641,00 €
DEROTUS MARYLINE		5 000,00 €
DIAMANT NOIR		27 864,00 €
ESPER MARMOLEJO SONIA		10 000,00 €
ESPER RODOLPH		5 000,00 €
FASHION PEARL DESIGN		24 225,00€
ISHAK WAIL		5 000,00 €
J.F.R.CARAIBES		55 704,00 €
JAAR GILLES ANTOINE		5 000,00 €
JOSEPH GERARD		12 000,00 €
LAX		10 000,00 €
LIMEA BERNARD		15 000,00 €
MARSUR SARL		57 502,00 €
MASS COSMETIQUES		16 069,00 €
OTREMOD		15 000,00 €
PHARMACIE LK		47 396,00 €
PRIMA		15 000,00 €
SANTE TONIQUE		10 452,00 €
SARL LE LAURIER		25 000,00 €
SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS PINCEAU		17 726,00 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-14-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 MARS 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-14-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE, POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Martinique, en date du 25 mars 2019 enregistrée sous le numéro 2610305 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent seize mille six cent soixante-et-onze euros (116 671 €) à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Martinique, pour le financement du programme de développement économique au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'aide est versée selon des modalités définies dans une convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-14-2-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **12 MARS 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-14-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE, POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS SUR LA STRUCTURATION DE FILIÈRES AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Martinique, en date du 5 novembre 2018 enregistrée sous le numéro 2561550 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent vingt mille quatre cent cinq euros (120 405 €) à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Martinique, pour son programme d'actions sur la structuration de filières au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'aide est versée selon des modalités définies dans une convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-15-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-15-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR LE REMPLACEMENT DE MACHINES À GLACE SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU FRANÇOIS

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'arrêté n°2017 PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer le 17 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur des travaux de remplacement de la machine à glace sur le port de pêche territorial du François, pour un montant de cent quatre-vingt-un mille deux cent soixante-huit euros vingt centimes (181 268,20 € HT).

COUT DE L'OPERATION	UE (FEAMP)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
181 268,20 € HT	108 760,92	72 507,28
100%	60,00%	40,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses, demande de paiement, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité en charge de la Gestion des Fonds Européens (UE/FEAMP).

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-19-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2020
Date de réception préfecture : 27/03/2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-19-1

PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CONCERNANT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT G DU LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE « LA JETÉE » DE LA VILLE DU FRANÇOIS - ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-72-1

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-127-1 du 5 juin 2018 relative à l'approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-72-1 du 4 avril 2019 portant modification du plan de financement prévisionnel de l'opération concernant des travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville de François ;



Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-535 du 24 août 2018 modifiant l'arrêté n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur général adjoint des infrastructures et équipements, pour signer les demandes d'aides concernant les projets portés par la CTM relevant de la DGA infrastructures et équipements, et pour lesquelles des contributions au titre des fonds européens sont sollicitées ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-72-1 du 4 avril 2019 est annulée et remplacée par la présente délibération.

ARTICLE 2 : Est validé, le nouveau coût de l'opération portant sur les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François, qui passe de 500 000 € HT à 751 870 € HT.

ARTICLE 3 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-127-1 du 5 juin 2018 relative à l'approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François, est modifié comme suit :

« Dans le cadre de l'opération concernant les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François, en vue de son confortement parasismique, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER) et l'État (FPRNM), d'un montant de 751 870,00 € HT est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT RÉVISÉ	UE (FEDER)	État (FPRNM)	CTM AUTOFINANCEMENT
751 870,00 € HT	320 296,00 € HT	200 000,00 € HT	231 574,00 € HT
100 %	42,60 %	26,60 %	30,80 %

ARTICLE 4 : L'article 3 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-127-1 du 5 juin 2018 relative à l'approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François, est modifié comme suit :

« Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, ...) les avenants techniques, temporels et financiers, avec l'autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER) et l'autorité nationale en charge de la Gestion des Fonds de prévention des risques naturels majeurs (ETAT/FPRNM) ».

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-20-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 MARS 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-20-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ AXXIS LOCATION TP RELATIVE À DES PRESTATIONS DE LOCATION DE MATÉRIEL DE RÉCEPTION LORS DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres du 6 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la Société AXXIS LOCATION TP, ayant pour objet le versement d'une indemnité d'un montant total de trois mille cinq cent trente-et-un euros cinquante-sept centimes toutes taxes comprises (3 531,57 € TTC), pour le paiement de prestations de location de matériel de réception organisées par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle et tous les actes y afférents et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-21-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 2 MARS 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-21-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE E-COMPAGNIE DANS LE CADRE DES PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE DÉCHETS D'ACTIVITÉ DE SOINS À RISQUES INFECTIEUX (DASRI)

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 20 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise E-Compagnie, ayant pour objet le versement d'une indemnité d'un montant de trois mille euros toutes taxes comprises (3 000,00 € TTC), pour le paiement de prestations de collecte et de traitement de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle et tous les actes y afférents et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-22-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 MARS 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-22-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE DANS LE CADRE DU MARCHÉ 2019 - ASDAPS0015 RELATIF À LA FORMATION DES ASSISTANTS MATERNELS AGRÉÉS PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 20 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise Cé Cédille, ayant pour objet le versement d'une indemnité d'un montant de six mille neuf cent dix-neuf euros toutes taxes comprises (6 919,00 € TTC), pour le paiement de prestations de formations d'assistants maternels agréés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle et tous les actes y afférents et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

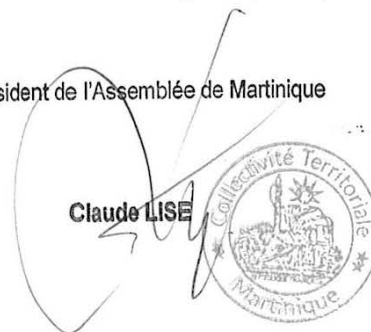
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique in the center, surrounded by the text "Collectivité Territoriale de Martinique" and two stars at the bottom.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-28-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **26 JUIN 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-28-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MOUV' K BAND POUR L'ORGANISATION DE LA 3^{ÈME} ÉDITION DES CHAMPIONNATS DU MONDE DE FISAF ET DE HIP HOP UNITE ET DE LA 6^{ÈME} ÉDITION DE LA CARAÏBE FIT AND DANCE CONVENTION EN 2020

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 11 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000,00 €) est attribuée à l'association MOUV'K BAND pour l'organisation de la 3ème Edition des Championnats du Monde de FISAF et Hip Hop Unite et de la 6ème Edition de la Caraïbes Fit and Dance Convention en 2020.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et elle est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200218-20-29-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-29-1

PORTANT ANNULATION DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE À L'ASSOCIATION CARAÏBE SURF PROJECT POUR L'ORGANISATION DE LA 5^{ÈME} ÉDITION DU MARTINIQUE SURF PRO (2019)

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-190-1 du 19 mai 2019 portant attribution d'une subvention à l'association CARAÏBE SURF PROJECT ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Energie, de l'Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu la demande d'annulation de la 5^{ème} édition du Martinique Surf Pro (2019) ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 11 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La subvention attribuée à l'association CARAÏBE SURF PROJECT contribuant à l'organisation de la 5^{ème} édition du Martinique Surf Pro 2019 est annulée.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-30-1-DE
Date de télétransmission : 02/06/2020
Date de réception préfecture : 02/06/2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 JUIN 2020

DÉLIBÉRATION N°20-30-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ DES COURSES DE LA MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 5^{ème} ÉDITION DU « GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA CTM » ÉDITION 2020

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 11 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Société des Courses de la Martinique, une subvention d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000 €), pour l'organisation de la 5^{ème} édition du Grand Prix Hippique de la Collectivité Territoriale de Martinique – Édition 2020.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La subvention mentionnée à l'article 1 est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-31-1-DE
Date de télétransmission : 22/04/2020
Date de réception préfecture : 22/04/2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-31-1

PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (O.A.E.D) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX POUR L'EXERCICE 2020

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, portant Adaptation de la Société au Vieillissement et notamment son article 58;

Vu les décrets n°2016-1814 et n°2016-1815 en date du 21 décembre 2016 relatifs aux principes de la tarification des établissements et aux dispositions financières des établissements sociaux et médico-sociaux;

Vu les arrêtés ministériels en date des 22, 27 et 29 décembre 2016 relatifs aux documents budgétaires et comptables des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-192-1 du 19 mai 2017 portant autorisation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique de mettre en œuvre les dispositions de l'article 58 de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV) sur la contractualisation (CPOM) dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-232-1 du 19 mai 2017 portant formalisation du dispositif de « facturation différentielle » des frais d'hébergement des établissements d'hébergement pour personnes âgées ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°0052 du 24 janvier 2020 portant fixation de la valeur du point « Groupe Iso-Ressources » GIR Dépendance 2020 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé, Action de Prévention, PMI, ASE le 10 février 2020;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 février 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est fixé pour l'exercice 2020, un taux d'actualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif de Martinique, selon la répartition suivante :

- Pour les secteurs « Enfance-Famille » et « Personnes en situation de Handicap » : limité à 0,88% par rapport à 2019;
- Pour le secteur « Personnes Âgées » : limité à 0,40 % par rapport à 2019.

ARTICLE 2 : Est fixé à quatre-vingt millions trois cent six mille quatre cent quarante-trois euros (80 306 443 €) le montant de l'enveloppe limitative de crédits 2020, opposable aux structures gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux tarifés selon les modalités suivantes :

- Une enveloppe budgétaire de reconduction des moyens, arrêtée à la somme de soixante-dix-neuf millions trois cent vingt-sept mille sept cent cinq euros (79 327 705 €) et répartie comme suit :

- S/enveloppe « Personnes Agées » :	38 418 577 €
- S/enveloppe « Personnes Handicapées » :	6 291 729 €
- S/enveloppe « Enfance-Famille » :	34 617 399 €.

Cette enveloppe budgétaire intègre les résultats à affecter, retenus par la Collectivité au titre des comptes administratifs de l'exercice 2018 et résultats antérieurs.

- Une enveloppe de crédits destinée à financer des mesures nouvelles, arrêtée à la somme de neuf cent soixante-dix-huit mille sept cent trente-huit euros (978 738 €) et répartie comme suit :

- S/enveloppe « Personnes Agées » :	401 708 €
- S/enveloppe « Personnes Handicapées » :	153 070 €
- S/enveloppe « Enfance-Famille » :	423 960 €.

ARTICLE 3 : En cas de nécessité, il est possible de procéder à la « fongibilité » des sous-enveloppes « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance – Famille ».

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres fonctionnels 934 et 934-3 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité, moins 15 abstentions des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-32-1-DE
Date de télétransmission : 22/04/2020
Date de réception préfecture : 22/04/2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-32-1

PORTANT FIXATION DU NOUVEAU TARIF DE RÉFÉRENCE DE L'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE (APA) APPLICABLE AUX SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (SAAD)

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, portant Adaptation de la Société au Vieillessement et notamment son article 58;

Vu la loi n°2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019;

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire , la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Le nouveau tarif de référence de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) applicable aux Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) autorisés, est fixé à dix-neuf euros (19 €) à compter du 1^{er} septembre 2020.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934-3 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité moins 17 abstentions des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-35-1-DE
Date de télétransmission : 02/06/2020
Date de réception préfecture : 02/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : - 2 JUIN 2020

DÉLIBÉRATION N°20-35-1

PORTANT ADOPTION

DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION (PTI) 2020-2021 DE MARTINIQUE

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008, portant généralisation du revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-246 du 2 août 2017 portant délégation de signature à Madame Jacqueline MADIN (Directrice générale adjointe chargée des solidarités) ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 février 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté, le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) 2020-2021 de Martinique, associant les partenaires qui s'engagent autour des objectifs stratégiques définis de la politique territoriale d'accompagnement social et professionnel des publics en insertion.

ARTICLE 2 : Est approuvée la sollicitation du cofinancement du Fonds Social Européen (FSE), par Madame la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités à la Collectivité Territoriale de Martinique.

La part du FSE sera intégrée dans les recettes de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 944-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-36-1-DE
Date de télétransmission : 02/06/2020
Date de réception préfecture : 02/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-36-1

PORTANT PROLONGATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'INSERTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008, portant généralisation du revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-141-1 du 5 avril 2019 portant adoption du Programme d'insertion de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-246 du 2 août 2017 portant délégation de signature à Madame Jacqueline MADIN (Directrice générale adjointe chargée des solidarités) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prolongation de la mise en œuvre du Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique, jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de co-financement correspondant suivant :

Financeurs	Montants en €	Pourcentages %
FSE	13 735 841,25	75
CTM	4 578 613,75	25
TOTAL	18 314 455, 00	100

La part du Fonds Social Européen (FSE) sera intégrée dans les recettes de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Est approuvée la sollicitation du cofinancement FSE par Madame la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200519-20-40-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

PROJET DE DÉLIBÉRATION N° 20-40-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES-D'ARLET POUR L'OUVERTURE D'UNE MAISON DE SERVICE AU PUBLIC - MSAP – EXERCICE 2019

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 11 février 2020;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de dix mille euros (10 000,00 €) à la Ville des Anses d'Arlet pour l'ouverture d'une Maison de Service Au Public – MSAP – Exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée sur présentation d'un bilan qualitatif et quantitatif des prestations réalisées par la MSAP sur l'exercice 2019. Ce document devra être daté, signé et certifié conforme par le Maire de la Ville des Anses-d'Arlet.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-41-1-DE
Date de télétransmission : 24/06/2020
Date de réception préfecture : 24/06/2020

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2020

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

PROJET DE DÉLIBÉRATION N° 20-41-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Francis CAROLE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Santé, Action de Prévention, PMI, ASE le 10 février 2020;
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, le 11 février 2020;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 17 février 2020;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente-cinq mille euros (35 000,00 €) à l'association « LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS », pour la réalisation de son programme d'activités au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association « LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS ».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-44-11-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **26 JUIN 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-44-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (FJT) « LA RUCHE » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande de subvention en date 12 novembre 2019, formulée par l'association « La Ruche » pour le fonctionnement du Foyer de Jeunes Travailleurs « La Ruche » au titre de l'exercice 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes du Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE », une participation financière d'un montant de trois cent soixante-seize mille six cent trente-deux euros (376 632,00 €), pour l'exercice 2020.

ARTICLE 2 : La participation financière mentionnée à l'article 1 est versée à l'association « la Ruche » sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels, chacun d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille cent cinquante-huit euros (94 158,00 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-45-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-45-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFAE) POUR SON SERVICE D'ANIMATION ET D'INSERTION AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande de subvention en date du 31 octobre 2019, formulée par l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Éducative (ADAFAE) pour le fonctionnement de son Service d'Animation et d'Accompagnement social au titre de l'exercice 2020 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 février 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Éducative (ADAFAE), une participation financière d'un montant de trois cent deux mille quarante-cinq euros (302 045,00 €), au titre du fonctionnement de son Service d'Animation et d'Insertion Sociale, pour l'exercice 2020.

ARTICLE 2 : La participation financière mentionnée à l'article 1 est versée à l'ADAFAE sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels, chacun d'un montant de soixante-quinze mille cinq cent onze euros vingt-cinq centimes (75 511,25 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200219-20-52-1-DE
Date de télétransmission : 02/06/2020
Date de réception préfecture : 02/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

-2 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-52-1

PORTANT CONVENTION D'ÉCHANGES ET DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC EN FAVEUR DE LA RECONSTITUTION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ EN CORSE (GIRTEC), POUR LA MISE EN PLACE DU GIP MARTINIQUE TITREMENT (GMT)

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17-480-1 du 19 décembre 2017 portant approbation de la mise en place du groupement d'intérêt public dénommé MARTINIQUE TITREMENT (GMT) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique, Tourisme le 11 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention d'échanges et de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et le Groupement d'Intérêt en faveur de la Reconstitution des Titres de propriété en Corse (GIRTEC) dans le cadre de la mise en place du Groupement d'Intérêt Public Martinique Titrement.

ARTICLE 2 : En application de la convention mentionnée à l'article 1, les déplacements et les séjours des personnels affectés à la mission seront organisés et réglés (rémunérations, frais de déplacement et de séjour), directement par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Une subvention de fonctionnement forfaitaire de douze mille euros (12 000,00 €) est allouée par la Collectivité Territoriale de Martinique au profit du Groupement d'Intérêt Public, en dédommagement des frais de personnels. Cette subvention sera versée en une fois à la signature de la convention de partenariat.

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-58-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-58-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL RIVIÈRE LÉZARDE
POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 11,17 HA (RAMENES À 5,67 HA)
ET TRAVAUX D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES EN 2019 - AAP N°4 CANNE/BANANE -
RMAR040118DA0970174**

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence des Services et des Paiements (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 30 octobre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 24 janvier 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de trente-huit mille huit cent quatre-vingt-un euros et trente et un centimes (38 881,31 €), soit 53,01% du coût total éligible de 73 341,45 €, est attribuée à la SARL RIVIERE LEZARDE - Plantation de vitroplants banane sur 11,17 ha (ramenés à 5,67 ha) et travaux d'améliorations foncières en 2019 – AAP n°4 canne/banane - RMAR040118DA0970174.

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de six mille huit cent soixante et un euros et quarante et un centimes (6 861,41 €) est attribuée à la SARL RIVIERE LEZARDE - Plantation de vitroplants banane sur 11,17 ha (ramenés à 5,67 ha) et travaux d'améliorations foncières en 2019 - AAP n°4 canne/banane - RMAR040118DA0970174.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014- 2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-59-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-59-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'EARL EXPLOITATION AGRICOLE RIVIÈRE LA MANCHE POUR LA MODERNISATION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE RIVIÈRE LA MANCHE - PROJET CANNE BANANE 2018-2019 - AAP N°4 CANNE/BANANE - RMAR040118DA0970175

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence des Services et des Paiements (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 octobre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 24 janvier 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de soixante-cinq mille deux cent vingt-six euros et six centimes (65 226,06 €), soit 58,61% du coût total éligible de 111 287,00 €, est attribuée à l'«EARL EXPLOITATION AGRICOLE RIVIERE LA MANCHE – Modernisation de l'Exploitation Agricole Rivière la Manche - Projet canne banane 2018-2019 - AAP n°4 canne/banane - RMAR040118DA0970175».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de onze mille cinq cent dix euros et quarante-neuf centimes (11 510,49 €), est attribuée à l'«EARL EXPLOITATION AGRICOLE RIVIERE LA MANCHE - Modernisation de l'Exploitation Agricole Rivière la Manche - Projet canne banane 2018-2019 - AAP n°4 canne/banane - RMAR040118DA0970175».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014- 2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200217-20-60-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-60-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL PAQUEMAR POUR DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE ET D'ENROCHEMENT EN PRÉVENTION D'INONDATION, D'ÉROSION ET D'ÉBOULEMENT LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES ET ÉVÈNEMENTS CATASTROPHIQUES - RMAR050119DA0970002

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence des Services et des Paiements (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 6 février 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 24 janvier 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent soixante-quatre mille quarante-trois euros et vingt centimes (164 043,20 €), soit 68% du coût total éligible de 241 240,00 €, est attribuée à la «SARL PAQUEMAR – Travaux d'aménagement hydraulique et d'enrochement en prévention d'inondation, d'érosion et d'éboulement liés aux catastrophes naturelles et événements catastrophiques - RMAR050119DA0970002».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de vingt-huit mille neuf cent quarante-huit euros et quatre-vingt centimes (28 948,80 €), est attribuée à la «SARL PAQUEMAR - Travaux d'aménagement hydraulique et d'enrochement en prévention d'inondation, d'érosion et d'éboulement liés aux catastrophes naturelles et événements catastrophiques - RMAR050119DA0970002».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014- 2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200626-20-61-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-61-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS BAMARYL POUR DES TRAVAUX D'ENROCHEMENT DES BERGES LIÉS À LA PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION, D'ÉROSION, D'ÉBOULEMENT EN 2019 - PARTIE 1 - RMAR050119DA0970001

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence des Services et des Paiements (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 31 janvier 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 24 janvier 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent quarante mille neuf cent vingt-trois euros et vingt centimes (140 923,20 €), soit 68,00% du coût total éligible de 207 240,00 €, est attribuée à la «SAS BAMARYL – Travaux d'enrochement des berges liés à la prévention des risques d'inondation, d'érosion, d'éboulement en 2019 - partie 1 - RMAR050119DA0970001».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de vingt-quatre mille huit cent soixante-huit euros et quatre-vingt centimes (24 868,80 €), est attribuée à la «SAS BAMARYL - Travaux d'enrochement des berges liés à la prévention des risques d'inondation, d'érosion, d'éboulement en 2019 - partie 1 - RMAR050119DA0970001».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014- 2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-63-1-DE
Date de télétransmission : 22/04/2020
Date de réception préfecture : 22/04/2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-63-1

PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE N°19-327-1 DU 19 JUILLET 2019 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPEENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 – « EARL MIELLERIE MANIBA – CREATION DE GITES RURAUX ET GITES D'EXPOSITION RMAR060418CT0970020 »

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-327-1 du 19 juillet 2019 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 à l' « EARL MIELLERIE MANIBA – Création de gîtes ruraux et gîtes d'exposition - RMAR060418CT0970020 »,
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 20 octobre 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 24 janvier 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-327-1 du 19 juillet 2019 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 à l' « EARL MIELLERIE MANIBA – Création de gîtes ruraux et gîtes d'exposition - RMAR060418CT0970020 », est annulée.

ARTICLE 2 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent dix mille vingt-deux euros cinquante-huit centimes (110 022,58 €), soit 55,25% du coût total éligible de cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent trente-cinq euros quatre-vingt-quinze centimes (199 135,95 €), est attribuée à l' « EARL MIELLERIE MANIBA – Création de gîtes ruraux et gîtes d'exposition - RMAR060418CT0970020 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de dix-neuf mille quatre cent quinze euros soixante-quinze centimes (19 415,75 €) est attribuée à l' « EARL MIELLERIE MANIBA – Création de gîtes ruraux et gîtes d'exposition - RMAR060418CT0970020 ».

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-64-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-64-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS LEADER ENR POUR L'OPÉRATION «PROGRAMME AUTOCONSOMMATION LEADER ENR – N° MQ0014096»

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;
Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu le régime cadre exempté de notification SA 40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 ;
Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence des Services et des Paiements (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 25 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 28 juin 2019 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-327-1 du 19 juillet 2019 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 à l'«EARL MIELLERIE MANIBA – Création de gîtes ruraux et gîtes d'exposition - RMAR060418CT0970020» ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de neuf-cent-soixante-et-un-mille deux-cent-soixante-trois euros (961 263,00 €), soit 47,06 % de l'assiette admissible est attribuée à la SAS LEADER ENR pour l'opération « Programme autoconsommation LEADER ENR » - n° SYNERGIE MQ0014096.

Le coût total éligible de l'opération se monte à deux-millions-cent-trente-trois-mille-vingt-quatre euros-et-cinquante-neuf-centimes hors taxes (2 133 024,59 € HT). Le coût total admissible de l'opération, base de calcul de la subvention, est de deux millions quarante-deux mille quatre cent quarante-deux euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes, hors taxe (2 042 442,99 € HT).

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA 40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 .

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention sera imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à huit cent quatre-vingt-trois mille quatre cent six euros (883 406,00 €), soit 43,25 % du coût total admissible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, s'élevant à soixante-dix-sept-mille-huit-cent-cinquante-sept euros (77 857,00 €), soit 3,81 % du coût total admissible, au chapitre 907 du budget de la Collectivité territoriale et versée selon les modalités établies par convention.

Le montant des subventions pourra être révisé par le service instructeur pendant toute la durée de vie du dossier, dès lors qu'il aura connaissance des éventuelles sommes déjà perçues par le bénéficiaire dans le cadre de l'appel d'offres n° 2016/S 242-441979 de la Commission de Régulation de l'Énergie dont il a été lauréat et pour lequel son désistement a été accepté par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire en date du 14 novembre 2019.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 40 % en crédits de paiement 2020,
- 60 % en crédits de paiement 2021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-67-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2020

DÉLIBÉRATION N°20-67-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS LES HÉRITIERS H. CLÉMENT POUR LA COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2019 – MQ0021899 »

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
Vu le régime d'aide SA.49772 (2014/X) Mesures de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et Aide au transport des déchets dangereux) ;
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre/priés par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 24 janvier 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 13 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA Teneur SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER d'un montant de trois cent onze mille cinq cent quatre-vingt-douze euros quarante centimes (311 592,40 €), soit 40% de l'assiette éligible de 788 981,00 €, est attribuée à la « SAS LES HERITIERS H. CLEMENT - Compensation des surcoûts de fret liés à l'ultra périphérie pour la période 2019 – MQ0021899 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 9305 du budget de la Collectivité territoriale et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70 % en crédits de paiement 2020,
- 30 % en crédits de paiement 2021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-68-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2020
Date de réception préfecture : 26/06/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **26 JUIN 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-68-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « COMMUNE DE SAINTE-LUCE POUR LES TRAVAUX DE MODERNISATION DU STADE MUNICIPAL DE SAINTE LUCE - MQ0025227 »

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 13 novembre 2019 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 24 janvier 2020 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 11 février 2020 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 13 février 2020 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER d'un montant cent quarante-cinq mille six cent quarante-huit euros cinquante centimes (145 648,50 €), soit 14,06% de l'assiette éligible est attribuée à la « COMMUNE DE SAINTE-LUCE - Travaux de modernisation du stade municipal de Sainte-Luce – MQ0025227 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million trente-cinq mille six cent soixante-quinze euros (1 035 675,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est réparti comme suit :

- La part FEDER qui s'élève à cent quarante-cinq mille six cent quarante-huit euros cinquante centimes (145 648,50 €), soit 14,06% du coût total éligible est imputé au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 40 % en crédits de paiement 2020,
- 60 % en crédits de paiement 2021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-73-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **12 MARS 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-73-1

MOTION SUR L'AFFAIRE DOLOR BANIDOL

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Le 3 décembre 1969, une catastrophe aérienne a eu lieu au large du Vénézuëla, causant la mort de 62 personnes, passagers et équipages, dont le secrétaire général du Parti Communiste guadeloupéen, Evremont GÈNE, et un membre de la direction du Parti Communiste martiniquais, Dolor BANIDOL.

Ce vol Air France reliait Santiago du Chili à Paris via Lima, Caracas et Pointe-à-Pitre. Dans un premier temps, Air France a envoyé un télégramme aux familles des pilotes décédés en parlant d'une explosion à bord en plein vol. Quelques mois plus tard, Air France a parlé d'une erreur de pilotage. Enfin, le gouvernement a classé ce dossier « secret-défense ».

Jusqu'à ce jour, les familles sont dans l'ignorance totale des causes de cet « accident ».

50 ans après, les familles gardent espoir et demandent la levée du secret-défense.

Les élus de l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière les 18, 19 et 24 février 2020, s'associent à la demande de la famille de Dolor BANIDOL, père de 11 enfants, ex ouvrier agricole, petit planteur et syndicaliste, pour demander la levée du secret-défense.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200224-20-75-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 MARS 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°20-75-1

MOTION POUR LE MAINTIEN DE LA DIFFUSION DE ZOUK TV SUR LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE (TNT)

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Nous, Conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière des 18, 19 et 24 février 2020 ;

Considérant que la démocratie a besoin d'une pluralité large de diffusion de l'information notamment sur les territoires insulaires comme la Martinique ;

Considérant que ZOUK TV fait partie depuis 20 ans des rares médias locaux travaillant sur la proximité et particulièrement au service des différents territoires dits d'outre-mer ;

Considérant le besoin important d'informations et de proximité du peuple Martiniquais ;

Constatant que la convention d'émettre de ZOUK TV n'a pas été renouvelée au-delà du 31 mars 2020, par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) ;

Demandons le maintien de la diffusion de ZOUK TV sur la Télévision Numérique Terrestre (TNT) par l'obtention d'une fréquence supplémentaire.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

